

Droit des associations personnalisées

---

---

# Consultation sur la réforme de la loi des OSBL

---

par : Ministère des Finances

Mini-mémoire présenté par  
La Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de La Pocatière

Mars 2009

## Mémoire OSBL

Après avoir lu attentivement toute la documentation sur le projet de réforme, il nous apparaît difficile de concilier les intérêts divergents des nombreux OSBL.

Il y a un monde presque irréconciliable entre une fondation qui recueille 150 millions par année et une OSBL qui réunit une partie de la population d'un petit village avec un budget annuel de 2 000 \$ ou encore un OSBL de services à domicile où les membres-salariés veulent s'assurer que leur salaire leur sera versé.

Aussi, il nous apparaît que la seule solution résidera dans un texte de loi qui déterminerait, dans un préambule, des principes généraux sur la gouvernance démocratique, un énoncé de valeurs associatives et un rappel de l'importance de la transparence, de l'éthique et de la déontologie.

La mission et les valeurs propres à chaque catégorie d'OSBL devraient faire partie de la première partie de tout règlement de régie interne d'un OSBL ainsi que les objets retenus dans les lettres patentes. D'ailleurs, c'est par l'obligation à élaborer et à adopter des articles bien définis dans le règlement de régie interne d'un OSBL que nous pourrions réellement atteindre les objectifs de cette réforme dans le respect des diversités autrement irréconciliables.

Personnellement, j'ai enseigné la coopération et j'ai eu une expérience de trente-trois années dans le réseau des caisses populaires Desjardins. J'ai donc vu évoluer les lois des coopératives et celles régissant les caisses populaires. Une réforme de la loi des OSBL aurait avantage à puiser certains articles de ces lois ainsi que des énoncés du code d'éthique et de déontologie de Desjardins disponible sur leur site Web.

La suite de ce mini mémoire se divisera en deux parties. La première portera sur des articles qui devraient être dans la future loi des OSBL. La seconde énoncera ce qui pourrait être exigé d'être inclus dans le règlement de régie interne de chaque OSBL incluant quelques articles généralement absents de ce règlement.

C'est par ces exigences que la nouvelle loi assurera la bonne gouvernance des OSBL en exerçant une certaine pression sur le règlement de régie interne.

## La loi, première partie

Une loi unique de base comprenant quelques divisions internes selon les principales catégories d'OSBL permettrait de mieux répondre aux réalités d'une importante fondation comparée à une petite OSBL.

### *Constitution*

---

Les lettres patentes incluant des objets doivent être maintenus afin d'éviter les dérapages d'orientation et les naissances d'OSBL incontrôlées. En faciliter le processus peut être un objectif souhaitable mais il ne faut pas perdre le sérieux d'une telle constitution.

Au moins cinq (5) personnes devraient être exigées pour demander l'émission de lettres patentes. C'est une question de démocratie et d'éviter des opérations frauduleuses sous le couvert d'un OSBL.

Lors de l'émission des lettres patentes, le ministère devrait y joindre un fascicule décrivant les articles à être inclus dans leur futur règlement de régie interne et également, le ministère devrait exiger qu'une copie de ce règlement soit annexée avec le premier rapport annuel au Registre des entreprises.

Cette exigence créerait un sentiment de surveillance à distance, seul contrôle applicable véritablement.

### *Transformation*

---

La transformation d'un OSBL en compagnie à but lucratif ne peut se faire sans la tenue d'une assemblée générale des membres et être adoptée à une majorité des deux tiers. C'est un minimum car, autrement, certains membres pourraient s'accaparer d'un patrimoine collectif pour en faire un bien individuel réparti entre les membres restants.

### *Dissolution*

---

Dans le cas de transformation ou de dissolution, les actifs nets ne peuvent être partagés par les membres car se serait permettre que des valeurs propriétés collectives deviennent une propriété individuelle.

Les lois et les principes coopératifs défendent totalement cette façon de faire sauf pour des situations très particulières et bien identifiées dans les lois.

La non production du rapport annuel au Registre des entreprises devrait amener la dissolution automatique après un nombre d'années prédéterminées, par exemple, deux (2) ou trois (3) ans...

Cela aurait pour effet de maintenir une pression légale sur les opérations des OSBL.

### *Reconstitution*

---

Ce serait très difficile de reconstituer un OSBL lorsque sa dissolution serait complétée. Le plus simple serait de repartir à zéro.

## Articles à être exigés dans un règlement d'OSBL

### *1. Diffusion des états financiers*

---

Les Sociétés Saint-Jean-Baptiste et les Sociétés nationales ont généralement plusieurs milliers de membres répartis sur un vaste territoire. Actuellement, ce nombre varie jusqu'à un maximum de 33 000.

Aussi, la proposition d'exiger que l'on fasse parvenir annuellement à chaque membre une copie des états financiers ainsi que la copie du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle (AGA) est complètement irréaliste. Imaginez le coût d'une telle opération à raison de 2 \$ à 3 \$ par membre.

La solution réside dans l'obligation qu'un OSBL rédige un article de son règlement décrivant le quand et le comment qui permettrait à un membre de consulter chez le secrétaire (secrétariat) de l'OSBL ces dits documents.

Par ce fait, le lieu de conservation des documents serait confirmé.

### *2. Responsabilités financières des administrateurs*

---

On pourrait atteindre cet objectif en s'inspirant de la loi des caisses populaires. C'est ce que nous avons fait chez-nous. En voici le texte :

#### Responsabilités collatérales

Aucun administrateur de la corporation ne pourra être tenu responsable des actes, actions, négligences ou défauts d'un autre administrateur ou employé de la corporation lorsqu'il agit avec soin, prudence et diligence, comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable.

Un administrateur ou officier est présumé avoir agi avec soin, prudence et diligence comme l'aurait fait en pareilles circonstances une personne raisonnable, s'il agit de bonne foi ou en se fondant sur l'opinion ou le rapport d'un expert.

### *3. Suspension et expulsion*

---

Prévoir un droit d'appel à l'AGA de l'OSBL.

### *4. Conseil d'administration (CA) et assemblée générale annuelle (AGA)*

---

Même s'il peut arriver que les membres d'un CA peuvent être les mêmes que l'AGA, il est très important d'exiger que les deux structures pour une question de fonctionnement démocratique. Le nombre de membres d'un OSBL peut évoluer et les structures seront en place pour s'y adapter.

### *5. Pouvoirs*

---

Si le CA est soumis à l'AGA, les postes administratifs tels que directeur général, coordonnateur ou autres sont soumis à l'autorité du CA.

### *6. Rémunération des parts de capitalisation*

---

Un OSBL étant sans but lucratif, les intérêts sur les parts ne doivent en aucun cas générer un taux d'intérêt autre qu'un taux de référence connu et majoré d'un maximum de 1 % (réf. Caisses populaires Desjardins). Il faut éviter que par un moyen détourné on ferait profiter aux détenteurs de capitaux des argents appartenant à l'ensemble des membres.

### *7. Modifications du règlement*

---

Sauf ceux originant des lettres patentes, chacun des articles du règlement de régie interne peut être modifié ou abrogé par les membres en règle réunis en assemblée générale de la corporation aux conditions suivantes :

- a) être conforme aux lois en vigueur;
- b) être compatible avec les chartes de la corporation;
- c) toute proposition de modification au règlement doit parvenir au secrétariat de la corporation au moins soixante (60) jours francs avant la tenue de l'assemblée générale de la corporation;
- d) la teneur des modifications proposées au règlement sera expédiée aux membres au moins quinze (15) jours francs avant la tenue de l'assemblée générale de la corporation;
- e) pour être adoptée, toute modification proposée doit recevoir l'appui des deux tiers (2/3) des membres présents et ayant droit de vote.

### *8. Procédures d'assemblée*

---

Les procédures utilisées pour les assemblées générales et les réunions des autres instances sont celles prévues dans le règlement de régie interne.

Dans tous les autres cas, les procédures acceptées démocratiquement par l'instance concernée s'appliquent.

Cependant, en cas de désaccord, les procédures décrites dans le «Code Morin» seront utilisées par le président de l'assemblée ou de la réunion.

### *9. Liquidation*

---

En cas de dissolution de la corporation ou de distribution des biens de la corporation, ces derniers seront dévolus à une organisation exerçant une activité analogue.

Claude Leblond, directeur général  
Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de La Pocatière  
800, 6<sup>e</sup> Avenue  
La Pocatière (Québec)  
G0R 1Z0

Téléphone : 418 856-2185  
Télécopieur : 418 856-1991  
Courriel : [ssjblapoc@qc.aira.com](mailto:ssjblapoc@qc.aira.com)